

« Le monde d'après »

Note d'analyse du questionnaire prospectif

Juin 2020

Contextualisation

En raison de la crise sanitaire, la Fonda a été contrainte d'annuler son université Faire Ensemble 2030, prévue au mois de juin.

Toutefois, afin de continuer à animer la réflexion sur le fait associatif et tout particulièrement à l'aune de cette période extraordinaire, la Fonda a élaboré un **questionnaire prospectif** « Le monde d'après : quels enjeux la Fonda doit-elle éclairer en priorité ? » à destination de sa communauté.

Elle a identifié **huit thèmes sur lesquels les associations agissent** (santé, politique, territoires, numérique, éducation, individu et société, économie et environnement), organisés autour de deux sous-catégories : d'un côté les **facteurs de risque et de tension**, et de l'autre les **leviers de résilience et d'innovation**. À chaque fois, les participants ont été invités à **prioriser les affirmations proposées** (trois pour chaque sous-catégorie). Un **espace d'expression libre** a également été mis à disposition des répondants.

À partir des principales thématiques mises en lumière par les répondants, la Fonda organise au mois de juin 2020 un cycle de débats prospectifs à distance, et a décidé d'impulser des groupes de travail et des réflexions collectives ainsi que solliciter des experts pour éclairer les sujets considérés comme essentiels. *La Tribune Fonda* du mois de septembre 2020 restituera les principaux résultats du questionnaire prospectif et les différents travaux qui en découleront.

Objet

Cette note a pour objectif d'analyser les principales tendances mises en lumière par le questionnaire prospectif.

Caractéristiques des répondants

Parmi les **244 personnes** ont répondu au questionnaire prospectif, on peut remarquer :

- **Une parité quasi parfaite** parmi les participants, avec 52% d'hommes et 48% de femmes,
- **Une répartition géographique dans toute la France**, avec 38% en Ile-de-France et plusieurs régions ayant des taux de participation supérieur à 10% : l'Auvergne-Rhône Alpes, le Grand Est et la Nouvelle Aquitaine.
- **Une importante participation de représentants des structures associatives** (56%)

Principales tendances

- Résumé

La crise sanitaire souligne avec acuité l'importance des **services publics** et des **associations** pour créer une **société plus solidaire, juste et durable**. Toutefois, les répondants craignent que les **activités stratégiques** (santé, éducation...) continuent à **manquer d'investissements**, alors même qu'elles ont des **impacts sociaux** conséquents (réduction des inégalités, cohésion sociale, amélioration des conditions de vie...). Il apparaît nécessaire de bâtir un monde résilient, s'appuyant sur des services publics de qualité, un investissement dans les territoires et le développement d'une économie durable.

- Développements

I) D'importants risques d'augmentation des inégalités et d'une fragmentation de la société

La thématique de la **solidarité** est centrale pour les répondants, et tout particulièrement le manque de solidarité de notre société à l'égard des personnes les plus fragiles, à savoir « *les personnes en situation de handicap (physique mais également mental et psychique), les personnes âgées, les personnes isolées en situation de pauvreté, les personnes souffrant d'addiction, les jeunes sans emploi ni formation* ». Cela peut s'expliquer notamment par un **désengagement progressif de l'Etat**, qui peut contribuer à **fragmenter la société** en exacerbant les inégalités.

L'Etat-Providence est remis en cause depuis plusieurs années déjà, en témoignent les diverses réformes de l'Etat. La crise sanitaire montre les effets du désengagement de l'Etat sur **la qualité** et **l'accessibilité** des services publics tels que la santé, l'éducation ou bien encore la culture. 62% des répondants craignent que l'Etat continue de soutenir et d'investir massivement dans les **activités productives** (automobile, aviation...), au détriment des services publics (santé, éducation...). Plus globalement, les contributeurs dans leur grande majorité (80%) mettent en exergue le risque de disparition des services publics et des équipements de base, qui pourtant ont des impacts sociaux importants en luttant contre les inégalités et l'exclusion des personnes les plus démunies. La crise sanitaire met également en lumière le rôle clef des **associations** avec leurs multiples actions pour ne laisser personne de côté et répondre aux besoins sociaux non couverts. Elles participent « *au lien social, au soutien aux plus démunis, à la solidarité entre les générations et la relation humaine irremplaçable* » selon les répondants. Ce sont des partenaires essentiels des pouvoirs publics, même si elles sont souvent considérées comme des prestataires de service. Plusieurs ont insisté sur la fragilité du modèle économique des associations, tout particulièrement dans un contexte de raréfaction des financements publics. Cela est problématique d'autant que les associations ont une expertise de terrain et, par leurs activités, créent de la valeur.

Ces manques d'investissements dans les activités du champ social risquent de créer une société fragmentée à plusieurs vitesses. Pour 84% des répondants, la récession économique mondiale pourrait **exacerber les inégalités** - qui sont protéiformes et cumulatives : sociale, territoriale, scolaire, numérique... -, augmenter la pauvreté et **renforcer l'exclusion des plus vulnérables**.

II) La nécessité de bâtir une société plus solidaire pour ne laisser personne de côté

Face à cette situation, ils ont identifié plusieurs leviers de résilience afin de ne laisser personne de côté.

Certains biens et services (la santé, l'éducation, le social...) doivent être maintenus **hors du champ de l'économie de marché**, pour 64% des répondants, avec notamment la sanctuarisation de la santé. Il s'agit ainsi pour les pouvoirs publics **d'investir dans des services publics** de qualité et accessibles à tous (santé, éducation, culture...), ainsi que de soutenir le développement des **actions solidaires** portées par les acteurs locaux (comme la médiation numérique).

Pour répondre aux défis sociaux et écologiques actuels, il apparaît nécessaire de passer d'une **économie marchande à une économie plus durable et locale**. Plusieurs pistes ont été mises en évidence participant au développement territorial, telles que les circuits courts (pour 66% des contributeurs), les relocalisations des activités (pour 62% des répondants), les biens communs...

Pour ce faire, les **coopérations territoriales** constituent un mode d'action collectif pertinent pour revitaliser les territoires, pour faciliter leur résilience, ainsi que pour favoriser les solidarités locales selon 65% des répondants. Par leur caractère démocratique, les coopérations permettent aux acteurs du territoire (« *pouvoirs publics locaux, associations, acteurs privés, citoyens* »...) de « **faire ensemble** » et ainsi de trouver collectivement des solutions ayant un important potentiel transformateur pour le territoire et ses écosystèmes. Cela pouvant porter sur des thématiques relatives à « *l'autonomie alimentaire, la solidarité de proximité ou bien encore la ville durable* ».

Plus généralement, dans un contexte de défiance croissante des citoyens à l'égard de leurs représentants, les répondants insistent sur la nécessité d'un **renouveau démocratique**, sous la forme d'une **démocratie plus contributive**. Cela semble être indispensable pour bâtir une société plus solidaire, juste et durable. La prise de décision pluri-acteurs, rassemblant les politiques, citoyens et experts (scientifiques, juristes...), permettrait d'élaborer des réponses coconstruites les plus en phase avec les besoins locaux.